

# Ne restera t-il rien de l'Europe?

*Alain Touraine*

## **PREMIÈRE PARTIE**

*Alouette, gentille alouette...*

1. C'est au 18<sup>ème</sup> siècle que, guidée par la Grande-Bretagne, la révolution industrielle transforme le monde par le commerce international et les grandes conquêtes coloniales. C'est au 18<sup>ème</sup> siècle aussi qu'elle produit les textes qui resteront les plus forts symboles de son invention de la démocratie: la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises d'Amérique et la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, suite logique au serment du jeu de Paume, fondateur de la souveraineté populaire quelques semaines plus tôt, le 20 juin 1789. Le 19<sup>ème</sup> siècle, largement dominé par l'hégémonie britannique après la chute de Napoléon, fut

celui de la conquête du monde, à la fois parce que les machines fabriquées à Birmingham ou à Manchester se répandent dans le monde entier, mais tout autant parce que l'idée franco-américaine des révolutions conduit à la libération des colonies espagnoles d'Amérique puis à celle des Philippines et de Cuba à la fin du même siècle. Si on hésite à parler d'hégémonie européenne sur le monde, on peut au moins parler d'hégémonie britannique, même si, à partir de la seconde moitié du siècle l'Allemagne impose, en peu de décennies, sa puissance économique et surtout ses créations scientifiques, intellectuelles et artistiques. Après la Première Guerre mondiale, ce sont les Etats-Unis qui, écartant la Grande-Bretagne, s'emparent de la direction de l'économie mondiale qu'ils garderont jusqu'à l'extrême fin du siècle, puisque la part prédominante prise par l'Union soviétique dans la lutte contre le nazisme a été annulée par les effets du totalitarisme soviétique et l'emprisonnement d'une moitié de l'Europe. Pendant la plus grande partie du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est bien Moscou, beaucoup plus que Pékin ou la Havane, qui est le quartier général de l'opposition à l'hégémonie américaine.

2. De ce 20<sup>ème</sup> siècle constellé de victoires, parfois tragiques, comme celle qui était remportée à coup d'armes nucléaires contre le Japon, n'est déjà plus la définition principale de ce siècle.

Il est avant tout le siècle des libérations, de la formation des mouvements ouvriers et de l'apparition, en

Allemagne et en Grande-Bretagne, des premières législations sociales; le siècle des décolonisations qui, malgré des résistances comme celle des boers en Afrique du Sud et des certains arabes en Algérie, a éliminé presque complètement le système colonial au moment où commencent à se multiplier les signes avant coureurs de la grande crise qui éclate en 2007 et menace en 2008 l'ensemble de l'économie mondiale d'une catastrophe.

La seconde moitié du siècle est beaucoup plus dominée par la transformation de la Chine après la mort de Mao Tsé TOUNG et par l'éclatement de l'empire des Indes que par la création du Pakistan puis du Bangladesh, qui n'empêcheront pas une violence guerrière d'opposer hindous et musulmans sur le territoire indien mais aussi au Cashmere.

**3.** Mais ce monde délivré de l'hégémonie européenne qui semble soulevé par tous les mouvements de libération, politiques, sociaux, culturels et en particulier par les mouvements de libération des femmes puis des minorités sexuelles, est incapable de construire un nouvel ordre mondial. L'Europe après 1945 ne joue plus un rôle important dans les affaires mondiales. Les Etats-Unis et l'Union soviétique le lui rappellent brutalement quand la Grande-Bretagne et la France se lancent, pour appuyer Israël, dans une expédition de type colonial sur le canal de Suez qui aboutit à un fiasco humiliant. En créant le premier noyau d'intégration européenne, les français, les allemands, les italiens et les citoyens du pays du Benelux

font semblant de croire qu'ils veulent rendre impossibles de nouvelles guerres intra européennes. Mais cette impossibilité n'était pas choisie par eux, elle leur était imposée et même l'acquisition d'armes nucléaires par la Grande-Bretagne et par la France n'empêcha pas le demi-siècle suivant d'être avant tout celui de la Guerre froide qui fut bel et bien remportée par les Etats-Unis, leur supériorité scientifique et économique et leur puissance militaire. Encore conquérants au début du 20<sup>ème</sup> siècle les Etats européens, vainqueurs ou vaincus de la Seconde Guerre mondiale, sont devenus dépendants, malgré la courageuse résistance des hongrois, des polonais, des tchèques puis à nouveau et surtout des polonais. Ce ne sont pas les pays soviétisés qui renversent l'empire soviétique c'est l'économie soviétique qui s'écroule révélant la faiblesse de son empire et de son mode de vie puisque, dès cette époque, les jeunes gens contestataires forgent leur volonté à l'écoute des radios et des télévisions étrangères et de plus en plus d'internet.

4. Les transformations et les modernisations de l'Europe s'étaient effectuées dans le cadre des Etats-nationaux. Non pas toujours, car l'Italie, les Pays-Bas et la Baltique ont donné un rôle central aux villes dans leurs transformations mais, au 19<sup>ème</sup> siècle l'unité allemande, très réussie, et l'unité italienne qui le fut beaucoup moins, mais aussi la décomposition de l'empire turc en Europe ont semblé donner un rôle prédominant aux Etats-nationaux et ce sont bien eux qui ont créé d'abord

la CECA, puis la Communauté, puis l'Union européenne. Il faut reconnaître que la globalisation de l'économie, fait majeur de notre temps, a enlevé aux Etats-nationaux, même à l'Etat britannique sur le territoire duquel se trouve la City de Londres, le plus grand centre financier du monde et même à l'Etat américain, malgré l'intervention décisive de Barack Obama qui a évité une catastrophe mondiale, sont incapables d'exercer des contrôles sur le système financier international. La création européenne elle-même, qui ne semble pas avoir augmenté la capacité de décision des Etats européens unis, a certainement diminué la capacité d'initiative de chaque Etat, au point même que l'Allemagne, seul pays européen à avoir élaboré une vision mondialisée de son rôle économique, n'attend rien, sinon des charges nouvelles de l'élargissement de l'Europe.

Dans l'ensemble du monde et en Europe elle-même, l'image de l'Etat-nation centralisé cherchant l'homogénéité, méfiant des pouvoirs locaux de tous ordres, recule, inquiète et est de plus en plus souvent condamnée, l'esprit de diversité et de pluralité l'emportant sur l'esprit de citoyenneté. C'est visible pour des raisons évidentes en Allemagne, ce l'est encore plus en Grande-Bretagne qui a poussé très loin l'acceptation des communautarismes. L'Espagne assouplie par la création des *autonomias* n'en est pas moins confrontée au nationalisme catalan et surtout au nationalisme basque qui recourait à l'action armée. En Italie, la Ligue du nord de Bossi est

devenue l'alliée principale de Berlusconi et s'est emparée du gouvernement de la Vénétie et même du Piémont. Les mouvements régionalistes en France n'ont pas remporté de grands succès, soit dans le cas breton parce qu'il s'était compromis avec le régime nazi pendant la guerre, soit parce qu'ils se divisaient entre un développementisme régional à but économique et un nationalisme culturel beaucoup plus radical, proche de l'ETA basque, mais l'identité nationale a perdu une grande partie de son contenu. Il en va de même dans presque tous les pays européens où le principal symbole de l'identité nationale est une équipe de football formée par des joueurs étrangers. La perte de prestige et le recul de l'Etat-national ont fait disparaître une des grandes sources d'influence de l'Europe et du monde occidental.

A un niveau plus extrême, les États occidentaux et l'Etat américain au premier chef sont l'objet d'attaques menées au nom de forces politiques qui utilisent des motivations religieuses. Les mouvements terroristes attaquent de plus en plus les pays occidentaux et, plus grave encore, sont eux-mêmes de plus en plus portés par des combattants nés et éduqués en Occident.

5. Les européens d'aujourd'hui acceptent dans leur grande majorité les critiques faites au colonialisme. Un certain nombre d'entre eux ont participé activement à la libération de territoires coloniaux. Les anglais ont montré mieux que d'autres qu'ils savaient transformer l'empire des Indes en un, puis deux États fortement associés

à la Grande-Bretagne, au-delà même des liens du *Commonwealth*. On a souvent dit que la libération de l'Indonésie avait permis la modernisation accélérée des Pays-Bas qui ont gardé eux aussi des liens étroits avec leurs anciens sujets. La crise de l'Etat-national suscite des regrets plus nombreux et plus profonds, mais qui restent minoritaires, même en France où l'attachement à l'Etat-national s'est exprimé le plus souvent par la création d'un parti "souverainiste", qui reprend un mot employé au Québec et n'a eu aucun succès. La marque la plus visible de l'importance de l'Etat-nation pour les français est l'hostilité que ceux-ci portent à cet Etat. Les français ne se sentent pas représentés par leur Etat mais trompés, volés, mal gérés par lui. Ceux qui voudraient affaiblir l'Europe pour renforcer les Etats-nationaux courraient de biens grands risques, sauf si une crise économique majeure poussait les allemands à détruire la zone euro pour faire d'un nouveau *deutschmark* une monnaie internationale. Hypothèse qui n'est pas encore sortie du domaine de l'imagination.

On change de registre, on atteint une zone de grande sensibilité, d'inquiétude et même de colère lorsqu'on évoque la lourdeur excessive de l'Etat-providence accusé par certains de détourner les européens du travail et, sauvant les plus faibles, d'enlever leur chance aux plus forts, aux plus actifs et aux plus créateurs. La manière la plus certaine de perdre une élection, en particulier en France, est de tenir un discours hostile à l'Etat-providence

ou, pour employer un langage plus habituel, à la Sécurité sociale.

Les européens, ceux de l'ouest d'abord, puis tous les habitants du continent, sont attachés à se définir eux-mêmes comme des citoyens de pays social-démocrates et presque tous les européens considèrent les pays scandinaves comme les meilleurs représentants du modèle de société qu'ils souhaitent construire et où ils souhaitent vivre. Cet attachement a été d'autant plus fort qu'il s'est protégé de toutes les objections qui pouvaient le mettre en cause. Pendant vingt ans les pays européens se sont endettés. Ils ont assuré un haut niveau de vie et de protection à leurs habitants en s'endettant auprès de leurs enfants qui devront payer les intérêts d'une dette publique élevée et qui, par conséquent entreront dans leur vie adulte à un niveau économique plus bas que celui de leurs parents. Fait absolument inédit, qui devrait provoquer une action très vive, mais qui est enregistré presque sans émotion véritable, dans la mesure où les européens rejettent de leur esprit tout ce qui peut les inquiéter dans leur bien être et la sécurité qu'ils ont acquis au cours du dernier demi-siècle. Les réformes, qui impliqueraient la transformation des politiques sociales, n'ont jamais été vraiment à l'ordre du jour. Seuls les suédois avaient réussi à diminuer de manière importante la part du revenu national qui était dépensée par l'Etat. Ce qui n'a pas empêché ces social-démocraties de perdre leur pouvoir. Cette inconscience a entraîné un affaiblissement brutal de la



gauche. Ses électeurs attendaient d'elle qu'elle fournisse des solutions que l'opinion ne pouvait pas concevoir, or la gauche s'est mise à la remorque des secteurs les plus traditionalistes de l'opinion, ce qui s'était traduit en France par des mesures prises par François Mitterrand en 1981 et dont les conséquences désastreuses étaient apparues tellement vite qu'il avait fallu les supprimer avant même de changer de premier ministre. Il semble presque impossible que les pays européens soient capables de transformer leurs politiques sociales, puisqu'une telle transformation est définie d'avance pour la majorité comme un recul, ce qui ne laisse aucune place à la négociation et à l'innovation. On a cru un moment que le *New Labour* de Tony Blair apporterait des réponses nouvelles, en particulier en offrant des *stimuli* plus forts à ceux qui cherchent activement un travail, de façon à affaiblir les effets négatifs de politiques sociales qui peuvent conduire un certain nombre à accepter d'être assistés, alors qu'ils voient peu de possibilité pour eux de trouver un travail qui leur donne un niveau de vie nettement supérieur. La politique sociale du *New Labour* a peu pesé par rapport à l'importance sans cesse croissante prise par la City dans la vie économique de la Grande-Bretagne, sans oublier l'appui ferme et même enthousiaste donné par Tony Blair à la guerre d'Irak dont il s'est fait coresponsable. Le fait principal n'est pas la résistance de la plupart à des réformes nécessaires, il est dans l'incapacité de tous, des partisans aux adversaires d'une austérité payée par les

salariés, à mobiliser des forces sociales et politiques capables de mettre en route un vrai débat, un vrai conflit politique sur l'avenir de la protection sociale. Rien ne nous assure aujourd'hui que les européens sauront sortir de cette impasse. Mon jugement personnel est qu'ils n'en sont pas capables car des politiques sociales, innovatrices et donc coûteuses, supposent une mobilisation sociale et donc politique qui semble absente aujourd'hui. Même si Barack Obama a réussi à faire adopter une réforme de l'assurance maladie que le président Clinton n'avait pas pu faire aboutir, les américains n'apparaissent pas préparés à des réformes radicales comme l'instauration d'un système public de sécurité sociale, comme la lutte contre les inégalités qui augmentent et, dans un tout autre domaine, comme l'abolition de la peine de mort. La situation est pire encore en Europe. Les anglais sont les seuls qui soient disposés à payer le prix d'une politique d'austérité, mais c'est pour mieux aider la City à se redresser, puisque les anglais continuent à penser qu'elle leur rapporte une grande partie de leur richesse. Les allemands sont dans une bien meilleure situation mais sont aussi d'une beaucoup plus grande prudence. Ils ont redressé leur situation économique en se faisant les fournisseurs de machines, d'instruments et de véhicules pour l'ensemble du monde. Ce qu'ils ont réussi à faire en limitant leur marché intérieur, c'est-à-dire en diminuant les salaires réels. Politique d'autant plus intelligente qu'on voit en ce moment les syndicats allemands regagner le

terrain perdu et obtenir des hausses substantielles de salaires mais un euro trop cher peut fermer les nouveaux marchés. Ni la France, ni l'Italie n'ont encore entrepris un effort important de rigueur et l'Espagne est trop écrasée par un chômage insupportable pour pouvoir prendre l'initiative de nouvelles politiques sociales. Je n'ignore pas que ma conclusion peut être mal interprétée. Certains voudront me faire dire qu'il faut se résigner à négocier un recul raisonnable des prestations sociales. Mais je pense au contraire que les nécessaires avancées des politiques sociales supposent non seulement un retour à la croissance et la lutte contre la désindustrialisation mais encore et surtout la capacité d'une mobilisation sociale et donc politique qui ne peut être enclenchée que par une pensée et un programme d'action qui mettent en cause beaucoup plus fondamentalement le fonctionnement de nos sociétés. Si je doute fortement de notre capacité de réforme sociale, c'est parce que je constate la faiblesse ou le vide de notre conscience collective et l'incapacité du monde politique de mobiliser en sa faveur les grands idéaux de justice et de défense des droits auxquels les européens comme d'autres sont de plus en plus activement sensibles. Avant de pouvoir espérer des victoires dans le domaine des politiques économiques et sociales, il faut donner un nouveau sens à l'esprit démocratique. Il faut être capable de mobiliser non plus seulement des intérêts mais, bien au-delà, des droits et par conséquent de chercher plus intensément la justice que l'amélioration des conditions matérielles de vie de la plupart.

6. Cette conclusion partielle nous conduit vers le lieu central de notre réflexion. Les européens ne regrettent pas la perte de la domination coloniale qu'ils ont exercée. Ils souffrent encore moins de ne pas être au centre du monde car ils savent tous les usages qu'ils ont fait eux-mêmes de leur puissance au cours du 20<sup>ème</sup> siècle depuis la Première guerre mondiale jusqu'aux actions inhumaines des totalitarismes et, plus récemment, jusqu'aux effets destructeurs des crises économiques. Les européens ne sont attachés que par le sentiment et l'imagination à leur identité nationale car ils connaissent trop bien les crimes qui ont été commis au nom de tant de nationalismes, en dehors même des grands systèmes totalitaires. Enfin, les européens s'attristent de voir menacer des acquis sociaux accumulés pendant un demi siècle de revendications, de conflits sociaux et de réformes politiques; celui des grands mouvements de libération, de justice et d'affirmation des droits.

De là, l'importance de l'attaque la plus violente menée contre l'Europe: le langage qu'elle emploie si volontiers et avec tant d'orgueil, et que j'emploie moi-même ici, que certains appellent le langage des valeurs, que je préfère appeler celui des droits, ne serait qu'une idéologie au service d'une hégémonie. Là où les cultures européennes ne sont ni plus ni moins universalistes que les autres. Avant de répondre à cette attaque contre laquelle je veux personnellement engager toutes mes forces, prenons conscience de l'enjeu. Il s'agit d'enlever à l'Europe,

coupable de tant d'orgueils historiques, tout ce qui a fait sa conscience d'elle-même. Il s'agit d'exiger d'elle qu'elle ne se comporte plus comme un sujet imposant des principes universels aux conduites humaines, individuelles et collectives mais comme un champ économique, social et culturel qui ne peut être vivant qu'en renonçant à toute unité et à toute singularité. *Tabula rasa* sur laquelle prospèrera, espérant beaucoup un multi-culturalisme libérateur, la critique de toutes les catégories du normal et du pathologique, la désacralisation complète de l'Etat, et enfin une association de l'utilitarisme et de la tolérance qui fut l'idéal au 18<sup>ème</sup> des anglais et aussi des français qui adoptèrent leur point de vue, comme Voltaire ou Diderot. Philosophie sociale qui n'a pas gêné la montée de l'Angleterre vers l'hégémonie mondiale et qui lui a permis de s'adapter mieux que d'autres pays à la perte de cette hégémonie, lui permettant de consacrer son intelligence et son courage à la lutte contre le nazisme et pour l'extension des libertés. Je dois ajouter cependant que dans les critiques qui pleuvent contre l'universalisme cher aux européens, le ressentiment et l'esprit de vengeance sont partout visibles. Vous avez été nos maîtres, vous ne l'êtes plus, mais vous devez éliminer de vous-même la pensée des maîtres et vous comporter comme une partie d'un monde où l'économie globalisée laisse peu d'autonomie et encore moins d'initiative à toutes les parties du monde, que leur passé ait été d'isolement, de domination ou de dépendance.

**DEUXIÈME PARTIE**

Il faut maintenant analyser et juger en elle-même ce qu'a été, ce qu'est encore la modernité telle que l'a conçue la pensée occidentale sans cependant avoir jamais eu le monopole d'une telle analyse.

La tâche est plus difficile qu'il semble au premier abord, tellement le mot modernité est employé dans les sens les plus divers et à n'importe quelle occasion. D'abord, chaque époque tend à s'appeler moderne, par opposition à l'époque précédente. Il est même fréquent que l'on parle de modernité pour définir telle ou telle situation ou de mode de vie des années les plus actuelles, en les opposant à un passé qui appartient pourtant au même monde moderne. Le thème des modernes est très ancien. Il a été répandu, en particulier, par la célèbre Querelle des anciens et des modernes qui a animé la vie intellectuelle en France à la fin du 17<sup>ème</sup> siècle, querelle importante parce qu'elle manifestait un certain doute sur soi de la pensée qu'on appelait souvent "classique". De telles définitions intéressent l'historien mais ne peuvent d'aucune manière constituer une base de raisonnement étant donné l'absence d'une définition claire et générale donnée de la modernité dans tous ces débats.

Un progrès important a été fait au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle quand a été formulé, peut-être par Théophile Gautier, écrivain d'importance secondaire, plus sûrement par Charles Baudelaire dans ses *Ecrits sur l'art*, à propos de ses Salons, que la modernité était l'éternité dans

l'instant. Ce qui le conduisait, comme on le sait, à faire l'éloge de peintres qui saisissaient le mieux à ses yeux la vie contemporaine en mouvement comme Constantin Guys. Une version plus grossière de cette notion de modernité a été beaucoup plus largement adoptée, celle qui fait des sociétés les plus fortement industrialisées, les mieux équipées pour vivre dans des changements sans limites et même accélérés. La mode, serait, selon Simmel, l'essence de la modernité, à la fois parce qu'elle est changeante et parce que chaque individu, chaque femme en particulier, peut s'écarter des canons et introduire des variantes qui feront du modèle une œuvre individuelle.

Mais pourquoi s'attarder sur un usage aussi courant mais aussi général que celui que je viens d'évoquer. Tout est moderne un jour et cesse de l'être le lendemain. Il n'y a donc pas d'autres liens entre le monde occidental et la modernité que l'avance prise pendant quelques siècles par certains pays occidentaux dans leur évolution économique. Il faudrait être bien prétentieux pour penser que, ce que certains ont fait, d'autres ne peuvent pas le refaire. Il faudrait même être aveugle pour ne pas voir que l'Europe, où est né ce type de modernité est aussi celle qui le perd puisque sa croissance est faible ou nulle dans un monde où elle s'accroît de tous côtés et c'est évidemment en Chine aujourd'hui, comme au Japon avant-hier, qu'il faut chercher les meilleurs exemples d'objets et de formes de vie moderne. La conception de Baudelaire ne tombe pas sous le coup de telles critiques, puisqu'il

n'a pas opposé l'éternité à l'instant mais, au contraire observé que l'éternité avait quitté les mondes lointains pour rentrer dans des mondes en changement, sans pour autant faire disparaître d'eux la présence de l'éternel que l'on pourrait appeler plus largement universel.

Il faut donc, en prenant appui sur cette première définition élaborée, en adopter une autre qui puisse permettre de formuler des propositions dont on pourra montrer qu'elles sont vraies ou qu'elles sont fausses.

J'ai donc proposé une définition qui me semble correspondre à ce qui a été une aspiration forte et continue, en particulier, mais pas uniquement, en Occident. La modernité consiste à comprendre et à juger les conduites et les situations particulières, et même individuelles en termes universels. Une telle définition peut être appliquée le plus facilement au travail de la science. Malgré leur diversité, les êtres humains ont tous des caractéristiques communes qui permettent de parler d'espèce humaine et interdit de parler de races humaines, comme l'ont démontré les spécialistes de la génétique des populations. L'universel qui définit le plus visiblement la modernité dans l'opinion de presque tous est l'universel de la raison. Il existe des médecines et des pharmacopées locales, des instruments de mesure divers mais surtout des propositions ou des démonstrations qui sont conformes aux principes universels de la raison et s'imposent à tous. Nous en doutons d'autant moins que même notre conception de la santé ou du bien être ne se limite plus



à des éléments mesurables et à des affirmations qui peuvent être reproduites et démontrées. Nous sommes massivement convaincus que l'application de la raison scientifique et aussi des techniques dérivées de la science ont permis, non pas à la médecine moderne, mais à la science médicale de remporter des succès qui la mettent hors de portée des défenseurs des pratiques locales et traditionnelles. Nul ne parle aujourd'hui de science américaine ou chinoise, de biologie anglaise ou japonaise, le monde scientifique est international. Les scientifiques acceptent tous les mêmes critères de démonstration et de communication des résultats. Les mouvements hostiles à la science et donc à la modernité peuvent prendre de l'importance quand l'opinion publique est déçue par l'impuissance de la science à résoudre certains problèmes, surtout médicaux; cette obstination augmente aussi quand les conséquences politiques ou militaires de la science apparaissent menaçantes, mais dans aucun cas la nature universaliste de la connaissance scientifique n'est mise en cause. On peut condamner l'emploi des armes nucléaires; on ne peut pas affirmer qu'il repose sur des conceptions et des connaissances fausses et qui ont été inventées par des groupes puissants pour maintenir leurs privilèges.

Mais chacun se rend compte que les débats sur l'universalisme ne portent pas principalement sur la nature de la connaissance scientifique. Le problème qui continue à soulever parmi nous des débats sans fin et qui aujourd'hui,

avec une force particulière, attaque la prétention de la pensée occidentale à être universelle porte sur le domaine moral. On ne se débarrasse pas de ses problèmes en condamnant tous les préjugés et toutes les formes de racisme, toutes les théories de l'inégalité innée. Là-dessus, les sciences de la nature nous ont apporté depuis longtemps des réponses satisfaisantes en démontrant que la pensée n'a pas à choisir entre l'inné et l'acquis car les êtres humains les combinent, comme le dit si bien la formule célèbre de François Jacob: l'être humain est programmé pour apprendre. La question que nul ne peut se dispenser d'affronter dans toute sa difficulté est: existe-t-il des jugements, des choix, des convictions qui aient le droit de se considérer comme universels? La première réaction à cette question ne peut être que sceptique car il n'existe pas de religion universelle, de régime politique reconnu et défendu partout. Les principes et les procédures du droit varient de pays à pays et d'un siècle à l'autre. La réponse la plus prudente, qui a été donnée par tant de philosophes et de moralistes, par exemple par Pascal comme par Montaigne, dans un pays où l'universalisme de la raison a été proclamé avec la plus grande force par Descartes, en même temps que de l'autre côté de la Manche par Bacon, cette position relativiste n'attire pas seulement par sa prudence mais aussi par la tolérance à laquelle elle conduit. Qui de nous condamnerait le point de vue de Las Casas pendant le débat de Salamanque, quand il affirme, lui qui est un théologien chrétien,

que Dieu ayant tout créé, sa présence pourrait être redécouverte partout et qu'il est impossible de considérer que les uns aient le monopole d'un universalisme mené par Dieu, tandis que d'autres seraient enfermés dans leur particularisme qui serait une forme du Mal. Ceux qui en appellent à la pensée grecque pour soutenir l'universalisme de la raison sont eux-mêmes contraints de reconnaître que cet universalisme ne s'étend pas au monde social. Même si les différences entre citoyens, métèques et esclaves ne sont pas de même nature que celles qui séparent et opposent les classes et qui reposent sur le concept entièrement culturel de parentés, il est difficile de chercher dans la pensée grecque des arguments décisifs en faveur d'une pensée et d'une morale universaliste. Ce qui nous oblige à proposer un raisonnement bien différent et surtout qui écarte complètement l'idée que l'universel est naturel et donc que les problèmes moraux ne sont qu'une variante des problèmes de ceux de la connaissance scientifique. Ce scientisme est lui-même assez daté et associé à des pays et à des situations particulières pour perdre toute valeur explicative.

Prenons donc un chemin plus long, plus indirect, tout en nous engageant à le parcourir rapidement. Ce qui est naturellement universel parmi les êtres humains n'est ni les libertés, ni l'égalité, ni la justice, c'est la capacité de création symbolique, de langage. Il est possible que l'on découvre dans certaines espèces animales des capacités symboliques de même nature que le langage lui-même,

mais on est en droit d'affirmer que tous les êtres qu'on appelle humains — parmi lesquels il faut peut-être compter les hommes de Néandertal — en tout cas tous ceux que nous appelons *Homo sapiens* ont la capacité de créer des langues parlées, de créer des représentations et ont aussi la capacité, qui ne nous est pas toujours connue mais qui ne peut être déniée à personne de créer des récits, des mythes, des religions par lesquelles ils expliquent leur nature et leur origine, le plus souvent dans le cadre d'une collectivité restreinte, étant donné le long isolement de celle-ci. Quand nous parlons sérieusement de modernité nous nous interrogeons sur le devenir de ces représentations et de ces langages dans les situations où les groupes humains ont créé, entre leur expérience vécue et l'interprétation qu'ils en donnent, un univers de plus en plus vaste, complexe et solide de connaissances, de calcul, d'instruments et de techniques. Quel fut le grand débat de l'Occident à partir du moment, qui correspond souvent à la deuxième moitié du moyen âge européen, où les conditions de connaissance et de vie se sont modifiées ou de plus vastes espaces ont été découverts et où la réalité de la diversité humaine s'est imposée. A partir de ce moment et dans diverses parties du monde, l'Europe ne constituant pas un ensemble homogène, une question a dominé notre conscience de nous-mêmes. La puissance que nous avons acquise, notre capacité de transformer et de détruire le monde et nous-mêmes ne démontre-t-elle pas que nous n'avons plus besoin de faire appel

à l'hypothèse d'un dieu, comme disait Lagrange à Napoléon et encore moins à l'histoire de chaque collectivité particulière. Ne sommes-nous pas entrés dans un monde de rationalisation; certains donneront à cette affirmation une forme simplifiée, déjà évoquée, du scientisme.

D'autres en appelleront seulement au refus des absolus, des vérités révélées ou imposées par la tradition. Ce courant de pensée a gardé aujourd'hui encore son nom originel: *les Lumières*. Il a trouvé immédiatement des traductions dans les autres langues européennes et a pénétré dans le monde entier, souvent au péril de la vie de ceux qui défendaient le primat de la connaissance sur les codes et les idéologies imposés par un pouvoir. Admettons ici que les mouvements qui se sont formés contre les Lumières, en particulier pendant et après la Révolution française, même s'ils ont réagi utilement contre les excès du rationalisme, ont perdu la bataille contre lui.

Mais une autre réponse a été apportée à ce que Nietzsche appela la mort de Dieu. Cette réponse, qui se veut entièrement fidèle à l'esprit des Lumières, qui défend absolument l'universalisme de la raison, pense avec la même force que les créations de l'esprit humain situées dans un espace non humain, transcendant, religieux ou, plus récemment, dans un espace constitué par une philosophie de l'histoire, n'ont pas disparu en laissant la place à la seule raison instrumentale mais ont pénétré dans l'être humain et trouvé en lui et non plus au-delà de lui une conscience non plus d'être créé mais d'être créateur,

d'être conscient, réfléchi. Et le complément de cette nouvelle vision du monde que l'on a le plus souvent appelé humaniste malgré la polysémie de ce mot est que le jugement moral, le jugement porté par des hommes sur eux-mêmes et sur les autres, est un jugement de valeur, un jugement en terme de bien et de mal, non plus selon qu'une conduite est conforme ou non à un ordre supérieur mais dans la mesure, souvent inverse, ou cette conduite renforce la conscience humaine de sa créativité, tandis que des forces aussi bien venues de l'intérieur que de l'extérieur se déchainent pour nier cette créativité. Cette liberté n'est pas seulement volonté de transformer le monde mais, plus encore, affirmation de la capacité des êtres humains de trouver et d'utiliser un mode de jugement purement intérieur à l'expérience humaine, en définissant le bien comme un rapport à soi, comme la capacité pour chaque individu et chaque collectivité d'affirmer son droit à définir lui-même le bien et le mal comme des forces de construction ou de destruction de sa propre capacité d'action librement créatrice.

Nul n'a le droit de confondre cet humanisme, qui est par nature même universaliste, avec l'affirmation proférée par beaucoup de peuples et de nations qu'ils sont supérieurs aux autres, non seulement parce qu'ils sont un peuple élu mais plus souvent encore parce qu'ils sont un peuple sage et savant. Nul ne peut nier ce que fut et ce qu'est encore l'orgueil européen qui s'est étendu aux pays de culture européenne comme les Etats-Unis, le Canada,

l'Australie, etc. Mais il est arbitraire de réduire l'universalisme de la conscience à l'emploi qui en a été fait par l'Occident conquérant, qui a été religieux mais aussi irreligieux, scientiste mais aussi humaniste.

Il ne s'agit pas ici, d'aucune manière et à aucun moment, de défendre une culture occidentale qui aurait eu le monopole de l'universalisme et qui aurait été la complète application de lois de la raison. Il y a longtemps déjà qu'une telle affirmation est rejetée massivement par le monde occidental lui-même. Les européens ne peuvent plus penser, comme beaucoup d'entre eux, au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, qu'ils étaient le berceau de la science, de la raison, de la liberté et de la tolérance. L'Europe a été tout cela mais aussi son contraire, en particulier dans son esprit de conquête, de destruction et de construction d'idéologies racistes. Rien ne permet d'affirmer que l'esprit universaliste n'est né, n'a vécu et ne survit qu'en Occident. Aujourd'hui même, en 2010, s'est ouvert, de manière assez active pour être perçue de l'extérieur, à l'intérieur du Comité Central et même du Bureau Politique du Parti communiste chinois, une lutte entre ceux qui affirment la nécessité d'avancer vers une pensée et une action universalistes et ceux qui, au contraire, veulent maintenir l'unité spécifique, traditionnelle et modernisée, d'une société à la fois confucianiste et communiste. La globalisation de l'économie, surtout financière, mais aussi de la consommation de masse, élargit aussi le champ des débats sur l'humanisme et l'universalisme qui

le définit. Beaucoup plus nombreux qu'autrefois sont les esprits qui définissent la modernité par son attachement fondamental à des jugements universalistes dont les uns relèvent de la rationalité scientifique et les autres de ce qu'il faut réapprendre à appeler les *Droits de l'homme*. Cette expression qui a des origines lointaines, en particulier chrétiennes, mais qui s'est imposée sur la scène de l'histoire, d'abord grâce aux anglais et aux hollandais puis dans la Déclaration et l'Indépendance américaine et surtout dans la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 à Versailles. Elle avait presque disparu tant elle était accusée par les défenseurs des droits sociaux, des droits d'une classe, de servir de protection à une bourgeoisie qui reconnaissait l'existence de droits politiques pour elle-même, mais qui refusait de reconnaître aux travailleurs des droits sociaux. Mais un long siècle plus tard, la transformation d'une partie du mouvement ouvrier en force politique dominée par des régimes totalitaires et le développement parallèle d'un réformisme modéré plus soucieux d'intérêts que de droits, nous avons vu réapparaître avec une force que presque tous ont prévu, une notion dont l'absolutisme, moral plus que social, est apparu seul capable de résister au triomphe apparent des régimes totalitaires. Plus récemment, la multiplication des génocides, des massacres, des famines dévastatrices et des dictatures de tous ordres ont redonné au thème des droits de l'homme auxquels les féministes ont raison de préférer droits humains,



mais on ne peut pas réécrire l'histoire, un rôle central et qui commande des programmes d'action concrets, exigeants, dans tous les domaines de la vie personnelle et collective, qu'il s'agisse de l'éducation, de la justice et de tous les droits culturels.

Que l'on ne vienne pas objecter ici que cet universalisme des droits détruit la diversité des cultures. C'est le contraire qui est vrai. Un exemple, le plus important, suffit à le démontrer. Les "cultes" pour parler comme la III<sup>ème</sup> République française, les religions, les églises, les groupes de pensées ont absolument le droit d'exister sur un territoire, même s'ils ne représentent qu'une partie très faible de la population. Mais cette liberté des religions change de sens et même peut se détruire elle-même si elle n'est pas associée à la *liberté religieuse*, c'est-à-dire à la liberté pour chacun d'entrer dans une collectivité religieuse ou d'en sortir, de choisir en elle ou hors d'elle un compagnon ou une compagne de vie, de donner ou non à ses enfants une éducation religieuse d'un type ou d'un autre. Il n'existe aucun argument pour affirmer que l'universalisme des droits est contradictoire avec la diversité des situations, des formes d'organisation sociale et des choix culturels. Il devient même de plus en plus facile de convaincre ceux qui pensaient autrement qu'un universalisme doit se traduire sous des formes concrètes, par exemple par la citoyenneté, et aussi par la liberté de conscience et est ainsi la condition même d'existence d'un multiculturalisme qui sans ce principe universaliste

unificateur se décompose vite en communautarismes, en luttes identitaires et en guerres civiles ou étrangères.

Le monde occidental, et en particulier européen, a assez perdu de ses privilèges, de sa puissance et de ses idéologies dominatrices pour qu'il puisse et doive défendre un universalisme dont il a été un porteur actif et qui doit se répandre dans toutes les parties du monde. Personne ne peut lui nier le droit d'orienter les conduites et les institutions d'une partie du monde où il a connu ses manifestations les plus créatrices et les plus libératrices.